

LE FAIT MAJEUR

Ce qui fait sens et force c'est bien la grève puissante de mardi et les 100 000 manifestants dans les rues de Paris et des villes universitaires. C'est un élément absolument inédit pour lequel le SNESUP plus que toute autre organisation syndicale a ardemment mis en œuvre les forces de tous ses adhérents de plus en plus nombreux. La mobilisation des universitaires dans la grève en particulier les 29 janvier, 5 et 10 février est sans précédent récent dans le monde universitaire. Tous les collègues enseignants-chercheurs, PRAG (dont de nombreux docteurs qui prolongent leur thèse par des recherches soutenues), tous les précaires dans toutes les disciplines et partout en France, ont maintenant en mains les clefs de leur avenir, celles du devenir des universités de service public. Les 4 revendications qui ont été forgées et façonnées depuis des semaines solidarisent à la fois la communauté universitaire et celle de la recherche. Aujourd'hui, personne ne les ignore. Elles sont soutenues par l'engagement dans la grève et par les manifestations. Ce sont des réalités incontournables. La coordination nationale tenue hier 11 février a confirmé ces mots d'ordre.

Bien des présidents d'université, au delà des 10 qui ont lancé l'appel de la Sorbonne lundi dernier, à Nice, Nantes, Brest, Avignon, Pau, Paris 11, Paris 5, sous des formes qui leur appartiennent, réclament du gouvernement "le retrait des textes et dispositifs controversés". Le CA de la CPU vient de reprendre à son compte notre revendication de **maintien en l'état pour la session 2010 des concours PE et CAPES**, c'est un élément nouveau qui est une conséquence de nos luttes majoritaires. L'appel unitaire des syndicats de la FSU concernés par la formation des enseignants formule depuis des semaines cette exigence, accompagnée de dispositifs transitoires dans l'intérêt des étudiants.

« La CPU exprime de fortes réserves sur la nature et la durée de la médiation proposée, qui ne répondent pas à l'urgence de la situation. Des auditions très nombreuses ont déjà été réalisées par la commission Schwartz et la CPU souhaite que s'ouvrent rapidement des négociations [...]. Cette négociation et cette concertation ne peuvent être engagées que si un climat de confiance est restauré dans la communauté universitaire. Cela suppose le rétablissement des postes supprimés, une augmentation pluriannuelle du nombre des emplois et la refonte du modèle d'allocations des moyens. Cela suppose aussi une meilleure prise en considération des résultats de la recherche française et de la compétence de ceux qui la font, dans les prises de positions publiques des plus hautes autorités de la République. Cela suppose enfin une gestion mieux maîtrisée du temps des réformes : la confusion croissante engendrée par la précipitation dans laquelle la réforme de la formation des maîtres a été engagée, en compromet gravement la qualité. Le CA de la CPU demande donc solennellement à Xavier Darcos, ministre de l'Education nationale, de repousser à 2011 la mise en place des nouveaux concours de recrutement. »

L'évolution de la CPU s'est construite par nos mobilisations, par la grève, les AG, les interpellations et votes dans les CA dans les congrès des universités. Il faut encore l'amplifier ! Elle est cependant plus perceptible là, même après la dérisoire intronisation de "la médiation" par V. Péresse hier, que du côté des syndicats minoritaires quasi absents des luttes qui ont cautionné le « show » de la ministre. Alors que la ministre reste obstinément silencieuse sur les revendications "master/concours", rétablissement des emplois, missions des organismes de recherche, son intervention sur les questions statutaires reste très en-deçà de nos exigences. Le retrait du décret n'est pas un préalable formel (la ministre évoque seulement la possibilité de faire à nouveau suivre au texte une procédure de consultation du CTPU et du CSFPE, **si des modifications substantielles sont apportées** au projet actuel !), les objections du SNESUP touchent le cœur du texte qui dessaisit le CNU de ses missions et transforme les présidents en managers. **Nous pouvons gagner !**

Les manœuvres de diversions apparaissent pour ce qu'elles sont. En liaison avec les initiatives de ce jeudi où le SNESUP participera aux manifestations étudiantes partout où elles sont organisées, où vendredi nous organiserons de spectaculaires opérations de non remontée des maquettes devant les rectorats, nous devons consolider la détermination unitaire sur les revendications qui fédèrent le mouvement et y associent les personnels BIATOSS et les étudiants. Faire voter sur celles-ci à nouveau, condamner les opérations de "com" de la ministre, construire les convergences avec les forces syndicales et les collègues du premier et du second degré là où les dates des vacances les rendent possibles. **Unis nous gagnerons.**

Pour renforcer le mouvement de grève initiée le 2 février, et parfois plus tôt, la Coordination Nationale appelle à des formes d'actions diversifiées qui peuvent s'inscrire dans le calendrier suivant :

- le vendredi 13 février, à 15 heures, cérémonie de non remise symbolique des maquettes dans les différents rectorats et au ministère, assorties de « cœurs » comme autant de preuves d'amour pour la ministre ;
- le mardi 17 février, journée massive d'information (distribution de tracts, RV communs) dans les gares ;
- le jeudi 19, journée nationale de manifestations. Est également proposée l'organisation d'une manifestation nationale réunissant l'ensemble du personnel éducatif à une date proche (fin février ou début mars).